GreenUnivers
La référence du Green Business

PANORAMA DES CLEANTECH EN FRANCE EN 2015

EY
Building a better working world

Avec le partenariat de :

GDF SUEZ
BUSINESSFRANCE
HSBC
DeMeter PARTNERS
ECOSYS Group
CLEAN TECH OPEN FRANCE
pexe Les ÉCO-ENTREPRISES de France

UNE ANNÉE DÉCISIVE

2015 s'annonce comme une année clé pour les cleantech en France entre la promulgation de la loi sur la transition énergétique et la tenue de la 21e Conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) en décembre prochain à Paris.

ACTEURS CLÉS ET FINANCEMENTS

Alors que les **politiques publiques** jouent un rôle déterminant dans le développement des cleantech, le projet de loi sur la transition énergétique devrait permettre de donner un nouveau souffle.

Avec ce texte, la France entend se fixer des objectifs ambitieux sur les principaux volets de l'économie verte : rénovation énergétique des bâtiments, développement des transports propres, lutte contre les gaspillages, promotion de l'économie circulaire et développement des énergies renouvelables.

Pour mener à bien la transition énergétique, les acteurs publics sont mis à contribution, en particulier l'Ademe via les investissements d'avenir et Bpifrance. La banque publique d'investissement a mobilisé 697 millions d'euros en 2014 (+ 25 % par rapport à 2013) pour la transition énergétique.

Les **grands groupes** restent les locomotives des différents marchés. Depuis deux ans, ils ont globalement réduit les grandes acquisitions au profit de la croissance organique. Certains commencent à récolter les fruits de leurs investissements, tel Total dans le solaire (rachat de SunPower), et d'autres montent en puissance, comme DCNS dans les énergies marines ou Michelin dans l'écomobilité. A contrario, quelques grands acteurs se sont désengagés en 2014 : Technip s'est retiré de l'éolien offshore, Areva du solaire...

Les stratégies d'innovation se renforcent et les grands acteurs jouent la carte du décloisonnement pour ne pas passer à côté des innovations qui pourraient faire la différence demain. **L'open innovation** se décline sous de multiples facettes : création d'incubateurs, concours d'idées et de start-up, investissement au capital de jeunes sociétés... Plusieurs groupes ont mis en place des fonds corporate comme GDF Suez qui a lancé un fonds doté de 100 millions d'euros en 2014.

En matière de **financements**, plus d'une centaine de sociétés ont renforcé leurs fonds propres en 2014, collectant plus de 700 millions d'euros. Le capital investissement apporte à lui seul les deux tiers : il a battu un double record en 2014 avec 86 investissements réalisés, pour un montant total de 469 millions d'euros (+ 47 % par rapport à 2013), selon le baromètre 2014 du Club Cleantech de l'Association française des investisseurs pour la croissance (Afic), réalisé avec GreenUnivers et EY.

Les opérations en Bourse ont aussi été nombreuses au premier semestre 2014 (McPhy Energy, Fermentalg, Innoveox, Voltalia...) et redémarrent depuis le début de l'année 2015 (Oceasoft, Ecoslops, IPO annoncée pour Solairedirect...).

Le financement participatif via des plateformes dédiées se développe pour l'amorçage.

Pour le **financement de projets**, 2014 a été l'année du rebond pour les investissements dans les énergies renouvelables avec plus de 310 milliards de dollars investis globalement selon BNEF, en hausse de 16 % par rapport à 2013. En France, les investissements dans les énergies décarbonées ont augmenté de plus de 25 % par rapport à 2013, pour s'établir à près de 7 milliards de dollars. Le financement du projet de parc solaire Cestas de 300 MW, le plus grand projet solaire photovoltaïque en Europe, a largement contribué à cette forte croissance.

Cette reprise se traduit par le lancement de nouveaux fonds dédiés aux projets d'infrastructures cleantech : closing intermédiaire avec la Banque européenne d'investissement pour Mirova, fonds infra lancé par Demeter Partners...

La France devrait rester un marché dynamique en 2015, comme l'indique le regain d'intérêt pour le marché français d'acteurs du financement (fonds infrastructures, banques) depuis quelques mois.

SECTEURS CLÉS

1.Énergies renouvelables

■ Le solaire en convalescence

2014 a marqué une embellie pour le marché photovoltaïque grâce aux grandes centrales. Le segment des petites toitures reste en revanche toujours amorphe. La France a raccordé quelque 927 MW en 2014, selon le Syndicat des énergies renouvelables (SER) et Réseau de transport d'électricité (RTE). Le parc a globalement dépassé 5,3 GW, au-delà de l'objectif officiel de 5,2 GW fixé pour 2020. Sur l'aval de la filière, des acteurs ont réussi à se développer en partant à l'international : Solairedirect, Neoen, Akuo Energy...

■ Énergies marines : à la conquête de l'or bleu

Les technologies sont encore émergentes, mais la France dispose d'un potentiel important avec le deuxième plus grand espace maritime du monde.

L'hydrolien est le secteur le plus avancé : les projets pilotes et les démonstrateurs vont commencer à apparaître en 2015. Pilier de la filière, le constructeur naval DCNS nourrit de grandes ambitions dans presque toutes les énergies marines. Les grands noms de l'énergie s'y essaient également – Alstom, EDF, GDF Suez… – tirant derrière eux les sous-traitants. Mais à la différence du Royaume-Uni, les énergies marines en France comptent peu de start-up.

■ L'éolien terrestre reprend des couleurs

Après quatre années de baisse, les raccordements sont repartis à la hausse en 2014 avec 963 MW raccordés en France métropolitaine selon le SER (+ 12 % par rapport à 2013) et 9 GW installés en cumulé à fin décembre. L'assouplissement de la réglementation et la sécurisation du tarif d'achat ont permis ce redémarrage. Mais les parcs éoliens français n'ont couvert que 3,7 % en moyenne de la consommation électrique en 2014, et la trajectoire est insuffisante pour atteindre le seuil de 19 GW fixé pour 2020. Le secteur reste dans l'attente de la loi de transition énergétique et des objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie qui en découlera. Du côté des développeurs et producteurs, GDF Suez est largement leader devant EDF EN et une série de PME (Eole-RES, Valorem, Theolia, Voltalia…).

■ L'éolien prend lentement la mer

Malgré un littoral important, la France goûte timidement à l'éolien marin. Les deux premiers appels d'offres ont permis l'attribution de 2,9 GW de projets offshore posés et un troisième est en préparation. Mais à ce jour, aucun parc n'est en service, à la différence du Royaume-Uni ou de l'Allemagne. Le pays est loin de l'objectif officiel de 6 GW en 2020. Après le succès du consortium mené par EDF EN lors du premier appel d'offres, GDF Suez a remporté en 2014 les deux parcs en jeu. La filière se structure progressivement : Areva s'est associé à l'espagnol Gamesa et prépare deux usines dans la zone du Havre. Alstom construit son pôle industriel à Nantes/Saint-Nazaire. En retard dans l'éolien offshore posé, la France avance à bon rythme dans le flottant avec l'implication de groupes (DCNS, EDF…) et de start-up innovantes (Ideol, Nénuphar…).

2. Les grands chantiers

■ L'écomobilité distance la voiture électrique

Les secteurs de la mobilité durable partagent des caractéristiques communes : effervescence de projets, créativité technique, nouveaux business models et rentabilité… encore hypothétique. Le covoiturage progresse, tiré par BlaBlaCar qui a signé une levée de fonds record de 100 millions de dollars en 2014. L'opérateur ne laisse que des miettes à ses concurrents, qui se positionnent souvent sur des niches : trajets aéroport/domicile, travail/domicile…

Le marché des véhicules électriques est toujours sous perfusion. Il a franchi la barre des 10 000 immatriculations de VE particuliers en 2014, en hausse de 7,8% en un an. Les aides publiques restent indispensables (création d'un « superbonus » annoncé pour 2015) et le gouvernement mise aussi sur le déploiement des infrastructures de charge : sept millions de bornes sont attendus pour 2030, contre moins de 10 000 installées aujourd'hui. Le manque d'entrain du marché pèse sur les fabricants : Mia Electric, SITL, Lumeneo ont arrêté leur production, Renault, leader des ventes, a revu ses ambitions à la baisse.

■ Les smart grids entrent dans le concret

Déferlante des outils numériques et d'Internet, intégration des énergies renouvelables, arrivée d'une mobilité électrique, chantier des bâtiments économes en énergie, émergence des villes durables ou des territoires à énergie positive : les smart grids sont une condition préalable à l'évolution du secteur énergétique. 2014 et 2015 sont des années charnières : l'effacement devient une réalité et la généralisation des compteurs communicants électrique (Linky) et à gaz (Gazpar) représente un marché de 6 milliards d'euros d'ici à 2022. Les grands groupes sont dans la course (GDF Suez, Alstom Grid, Schneider Electric, Sagemcom…) ainsi que des PME (Voltalis, Budget Telecom, Direct Energie…). Sur l'aval, le secteur devrait se développer lentement d'ici à 2020 autour des fabricants d'automatismes, de matériels électriques et numériques, de jeunes sociétés innovantes (Ijenko, Actility, Sigfox…), des opérateurs de télécommunications, d'énergie et des géants de l'informatique.

■ Le chantier du bâtiment vert reste immense

Pour redynamiser la rénovation thermique des bâtiments existants, le gouvernement a pris, ces derniers mois, une série d'initiatives : aides revisitées, instauration de la garantie RGE, objectif revu à la hausse pour la troisième période des certificats d'économies d'énergie... Le projet de loi sur la transition énergétique est aussi ambitieux. Des innovations financières se développent (tiers financement...) et les régions sont offensives : création de SPL Oser en Rhône-Alpes, de sociétés d'économie mixte à Strasbourg, d'un service public régional de l'efficacité énergétique en Picardie... Dans ce contexte, le BTP (Bouygues, Vinci, Eiffage...), la fourniture d'énergie (Total, EDF, GDF Suez, Direct Energie...), les services d'exploitation (Dalkia, Cofely...), les industries de l'équipement (Schneider Electric, Siemens...), entre autres, ont entamé une grande migration vers l'efficacité énergétique. Dans l'industrie, le chantier émerge à peine mais l'entrée en vigueur d'un audit énergétique obligatoire pour les grandes entreprises devrait jouer un effet de levier.

■ La smart water prend une longueur d'avance

Sur un marché à maturité en France, la gestion intelligente de l'eau attire tous les acteurs, avec le déploiement de compteurs intelligents pour mieux suivre les consommations. Le potentiel de croissance de ce segment est évalué à 10% par an en moyenne, un niveau déterminant pour investir dans les technologies. Les deux grands opérateurs, Veolia (avec sa filiale M2ocity) et Suez Environnement (avec Ondeo Systems) avancent à marche forcée, et les fabricants (Diehl Metering, Ista...) se convertissent également.

■ L'économie circulaire cherche son business model

Le marché du recyclage a connu une année 2014 encore difficile, avec un ralentissement de l'activité qui a fait baisser le prix des matières premières et diminuer les volumes de déchets produits. Alors que 2015 ne démarre pas mieux, le concept d'économie circulaire gagne du terrain avec une approche globale, de l'écoconception à la réutilisation. Le projet de loi de transition énergétique prévoit de réduire la quantité de déchets mis en décharge de moitié d'ici à 2025. Les grands groupes (Veolia, Suez Environnement) ont pris le virage, challengés par de nouveaux acteurs (La Poste, Orange...) et des start-up.

Quel est le poids des cleantech en France ?

Compte-tenu de la difficulté d'établir un périmètre précis incontestable, les estimations sont délicates. Les éco-activités représentaient plus d'un million d'emplois en équivalent temps plein, selon les dernières données du service de l'observation et des statistiques du Commissariat général au développement durable portant sur 2012.

Quant à la production, elle atteignait 85 milliards d'euros en 2012, en hausse de 5,6 % en un an. Les éco-activités ont affiché une balance commerciale constamment positive entre 2004 et 2012, contrairement à la balance commerciale totale de la France. En 2012, l'excédent commercial a atteint 3,2 milliards d'euros, selon les dernières données des douanes. Il a progressé de 2 milliards en un an en raison de la baisse des importations dans les énergies renouvelables, en particulier pour les cellules photovoltaïques.

Contacts

Alexis Gazzo
Associé EY Cleantech & Sustainability
Tél. : 01 46 93 82 58
Mail : alexis.gazzo@fr.ey.com

Patricia Laurent
GreenUnivers
Tél. : 09 51 59 42 89
Mail : patricia.laurent@greenunivers.com

L'étude complète Panorama des cleantech en France en 2015 est disponible sur les sites ey.com et greenunivers.com

GreenUnivers La référence du Green Business
EY Building a better working world
Avec le partenariat de :
GDF SUEZ
BUSINESSFRANCE
HSBC
DeMeter PARTNERS
ECOSYS Group
CLEAN TECH OPEN FRANCE
pexe Les ÉCO-ENTREPRISES de France